Session de septembre 2019

QUESTION D'ACTUALITE AU PREFET

Groupe socialiste, écologiste et républicain

Catherine Boursier, conseillère départementale du canton Entre Seille et Meurthe

Services publics

Monsieur Le Préfet,

Notre Département est depuis 1998 engagé dans une démarche de territorialisation de ses politiques publiques afin d'être au plus près des habitants et des acteurs locaux, élus, responsables économiques et sociaux.
Notre Département a tissé 77 points d'accueil spécialisés et/ou polyvalents dans nos champs d'interventions sur l'ensemble de la Meurthe-et-Moselle, en milieu urbain comme en milieu rural.

Je souhaiterais attirer votre attention sur le désengagement continu de certains services de l'Etat ou de ses opérateurs.

J'en veux pour preuve la concertation ouverte par Monsieur le Ministre de l'Action et des comptes publics concernant la nouvelle organisation des services des finances publiques dans notre département à l'horizon 2022. En effet, sous couvert de développement de services dans les communes, les trésoreries actuelles dédiées au service des élus et des habitants vont se désintégrer au profit de points d'accueil de proximité dans les collectivités territoriales et se spécialiser par lieux, sous forme de permanence ou de sites spécifiques. En analysant la carte transmise par le Ministre en date du 6 juin, de nombreuses interrogations se posent, comme par exemple : Quelles seront réellement la polyvalence de ces présences territoriales, quels moyens seront mis à disposition des conseillers des collectivités et surtout par qui ? Il me semble également devoir être attentif à l'accès aux démarches dématérialisées. L'annonce récente de Monsieur le Ministre de l'Action et des comptes publics concernant la suppression de 5 000 postes à l'horizon 2022 semble confirmer le scénario de réduction drastique de service public. Pour terminer sur ce sujet, il semblerait que la DGFIP ait des velléités de réorganisation de la paierie départementale.

Pour compléter mon propos, je voudrais également attirer votre attention sur le projet de contrat d'objectifs et de performance avec notre collectivité portée par Voies Navigables de France (VNF). En effet, la diminution du niveau de service sur le petit gabarit vers lequel on se dirige me questionne.

J'aurai tant d'autres interrogations sur la situation actuelle des services publics comme la santé, l'enseignement, les mobilités par exemple.

Monsieur le Préfet, je souhaiterais connaitre l'avis du représentant de l'Etat sur ces deux sujets, finances publiques et VNF, qui impactent la vie des Meurthe-et-Mosellans et le développement de notre territoire.

Je vous remercie.

Groupe socialiste, écologiste et républicain
Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle
48, Esplanade Jacques Baudot - 54035 NANCY Cedex
03 83 94 54 91 | 54agauche.fr